

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - AOUT 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin août 2021 s'est soldée par un déficit budgétaire de 43,4 MM.DH, contre 46,6 MM.DH à la même période de 2020.

Cette situation devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020, notamment durant la période du confinement ;
- de l'excédent de 9 MM.DH à fin août 2020 du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 recouvrant des ressources mobilisées de 33,7 MM.DH et des dépenses de 24,7 MM.DH ;
- du redressement de l'activité économique observé au cours des huit premiers mois de l'année en cours, en relation notamment avec la bonne campagne agricole, le raffermissement de la demande intérieure et le déroulement de la campagne de vaccination dans des conditions favorables ;
- de l'assouplissement relatif, à partir du mois de juin, des mesures de restriction sanitaires ;
- du renchérissement des cours internationaux des produits énergétiques, notamment le gaz butane.

RECETTES

Affermissement des recettes fiscales

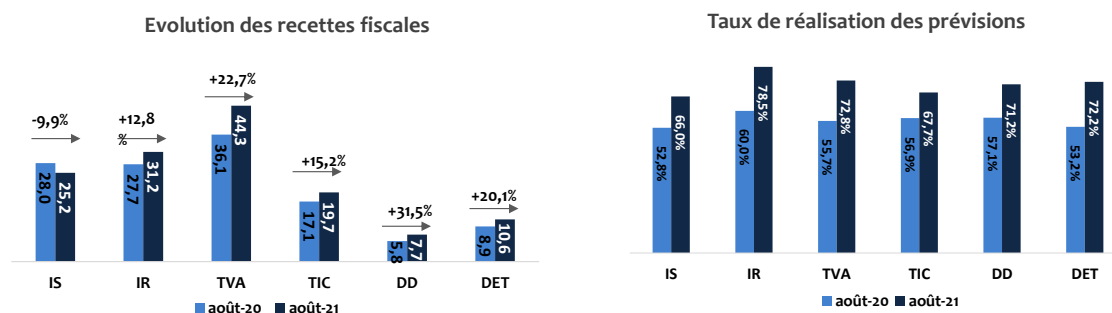
...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 16,6 MM.DH comparativement à fin août 2020 et un taux de réalisation de 67,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché une évolution favorable, à l'exception de l'IS qui a reculé de 2,8 MM.DH ou 9,9%, en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 13,2 MM.DH ou 10,4%, permettant ainsi un taux de réalisation de 71,5%. Cette augmentation est de 16,7 MM.DH ou 13,2%, si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont pour leur part atteint un montant de 5 MM.DH, soit le même niveau qu'à fin août 2020.

Les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Amélioration de l'IR de 3,5 MM.DH ou 12,8% sous l'effet notamment des recettes générées par l'IR sur salaire (+1,2 MM.DH) et sur les profits fonciers (+833 M.DH) ainsi que par les deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable qui ont rapporté près de 836 M.DH ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 2,6 MM.DH ou 18,2%, tirée par la poursuite de la reprise de la consommation des ménages ;
- Progression de la TVA à l'importation de 5,6 MM.DH ou 25,5%, des taxes intérieures de consommation de 2,6 MM.DH ou 15,2% et des droits de douane de 1,8 MM.DH ou 31,5%, en liaison respectivement avec la progression des importations (+21% à fin juillet) et des mises à la consommation ;
- Progression des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de 1,8 MM.DH ou 20,1%.



... et hausse des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à 17,6 MM.DH contre 14,5 MM.DH à fin août 2020. Ces recettes proviennent à hauteur de 6,8 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCP (3 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (2 MM.DH), à hauteur de 5,4 MM.DH des recettes de cessions de participations de l'Etat et à hauteur de 5,4 MM.DH des « autres recettes ». Les recettes de cessions de participations de l'Etat portent sur les cessions de 35% du capital de Marsa Maroc (5,3 MM.DH) et de la totalité de la participation de l'Etat dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » (110 M.DH).

DEPENSES

Hausse des dépenses...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 11,5 MM.DH ou 7,2% et un taux d'exécution de 69,1%.

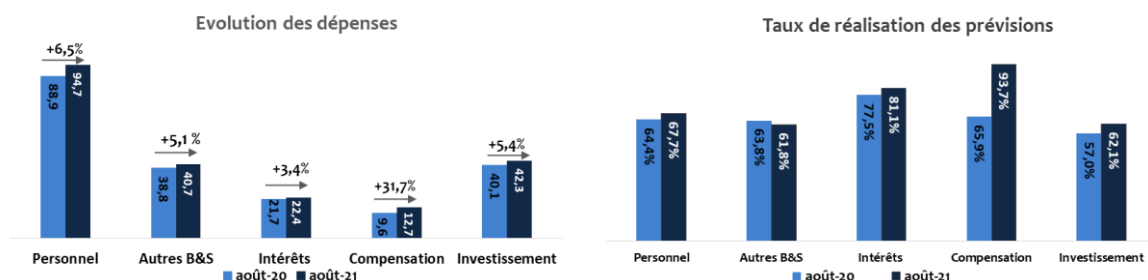
Cette évolution par rapport à fin août 2020 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 7,7 MM.DH, attribuable à hauteur de 5,8 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de près de 2 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 3,1 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 563 \$/T contre près de 355 \$/T un an auparavant.

Les intérêts de la dette se sont inscrits en hausse de 0,7 MM.DH attribuable aux intérêts de la dette extérieure pour un montant de 626 M.DH et à ceux de la dette intérieure pour 107 M.DH.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 8,2 MM.DH contre -15,8 MM.DH à fin août 2020, soit une amélioration de 7,6 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 42,3 MM.DH, contre 40,1 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est chiffré à 62,1%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 9,6 MM.DH contre 9,3 MM.DH à fin août 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,6 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 18,5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 61,9 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (0,6 MM.DH) a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 34,8 MM.DH et 3 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 15,2 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 95,2 MM.DH, contre 103,5 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 60,4 MM.DH, contre 60 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 9,2 MM.DH, contre 20,2 MM.DH à fin août 2020, et des amortissements de 6,2 MM.DH contre 4,9 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Août	Loi de finances	Août	Août 2021 / Août 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	143.153	236.907	159.780	11,6%	16.627	67,4%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	143.153	232.907	154.365	7,8%	11.212	66,3%
Recettes fiscales	126.669	195.578	139.846	10,4%	13.177	71,5%
- Impôts directs	58.749	80.112	57.531	-2,1%	-1.218	71,8%
- Impôts indirects	53.231	89.970	64.014	20,3%	10.783	71,2%
- Droits de douane	5.831	10.768	7.665	31,5%	1.834	71,2%
- Enregistrement et timbre	8.858	14.729	10.636	20,1%	1.778	72,2%
Recettes non fiscales	14.542	38.029	17.561	20,8%	3.018	46,2%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6.041	17.118	6.789	12,4%	748	39,7%
- Autres recettes	8.501	16.912	5.357	-37,0%	-3.145	31,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.415	-	5.415	-
Recettes de certains CST	1.942	3.300	2.373	22,2%	431	71,9%
- Fonds de soutien des prix	174	600	146	-	-28	24,3%
- Fonds spécial routier	1.768	2.700	2.227	26,0%	459	82,5%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	189.782	308.038	203.211	7,1%	13.429	66,0%
DEPENSES ORDINAIRES	158.989	246.938	170.516	7,2%	11.526	69,1%
Biens et services	127.638	205.710	135.378	6,1%	7.740	65,8%
Personnel (1)	88.887	139.860	94.658	6,5%	5.771	67,7%
Autres biens et services	38.751	65.850	40.720	5,1%	1.969	61,8%
Dette publique (2)	21.707	27.678	22.440	3,4%	733	81,1%
Intérieure	19.289	23.560	19.396	0,6%	107	82,3%
Extérieure	2.418	4.118	3.044	25,9%	626	73,9%
Compensation (3)	9.644	13.550	12.698	31,7%	3.054	93,7%
SOLDE ORDINAIRE	-15.836	-10.031	-10.736	-32,2%	5.100	107,0%
INVESTISSEMENT	40.119	68.100	42.283	5,4%	2.164	62,1%
dont Fonds spécial routier	982	2.700	1.503			55,7%
SOLDE DES CST (4)	9.327	7.000	9.588	2,8%	261	137,0%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-46.628	-71.131	-43.431	-6,9%	3.197	61,1%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-1.586		-18.512		-16.927	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-48.214	-71.131	-61.944	28,5%	-13.729	87,1%
FINANCEMENT INTERIEUR	32.985	36.780	58.967		25.982	160,3%
Endettement intérieur	43.536		34.794		-8.742	
Autres opérations	-10.551		24.173		34.724	
FINANCEMENT EXTERIEUR	15.229	34.351	2.976		-12.253	8,7%
Tirages	20.158	41.000	9.176		-10.982	22,4%
Amortissements	-4.929	-6.649	-6.200		-1.271	93,2%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Août	Loi de finances	Août	Août 2021 / Août 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	126.669	195.578	139.846	10,4%	13.177	71,5%
Impôts directs	58.749	80.112	57.531	-2,1%	-1.218	71,8%
Taxe professionnelle	201	69	127	-36,8%	-74	185,1%
Impôt sur les sociétés (I.S)	28.017	38.236	25.247	-9,9%	-2.770	66,0%
Impôt sur le revenu (I.R)	27.697	39.797	31.237	12,8%	3.540	78,5%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2.124	0	74	-96,5%	-2.050	-
Taxe urbaine/d'habitation	21	34	16	-23,8%	-5	47,1%
Majorations	674	1.924	814	20,8%	140	42,3%
Autres impôts directs	15	52	16	6,7%	1	30,8%
Impôts indirects	53.231	89.970	64.014	20,3%	10.783	71,2%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	36.139	60.907	44.333	22,7%	8.194	72,8%
(Intérieure)	14.086	24.714	16.651	18,2%	2.565	67,4%
(Importation)	22.053	36.193	27.682	25,5%	5.629	76,5%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	17.092	29.063	19.681	15,2%	2.590	67,7%
(Tabacs)	6.827	11.211	7.451	9,2%	625	66,8%
(Produits énergétiques)	9.154	15.926	10.820	18,2%	1.665	67,9%
(Autres)	1.111	1.926	1.410	26,9%	299	73,2%
Droits de douane (D.D)	5.831	10.768	7.665	31,5%	1.834	71,2%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	8.858	14.729	10.636	20,1%	1.778	72,2%
RECETTES NON FISCALES	14.542	38.029	17.561	20,8%	3.018	46,2%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6.041	17.118	6.789	12,4%	748	39,7%
- Autres recettes	8.501	16.912	5.357	-37,0%	-3.145	31,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.415	-	5.415	-
Recettes de certains CST	1.942	3.300	2.373	22,2%	431	71,9%
Fonds de soutien des prix	174	600	146	-	-28	24,3%
Fonds spécial routier	1.768	2.700	2.227	26,0%	459	82,5%
RECETTES ORDINAIRES	143.153	236.907	159.780	11,6%	16.627	67,4%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	143.153	232.907	154.365	7,8%	11.212	66,3%